

Politiques de l'offre et de la demande, création d'emplois
Cours d'économie politique sans exigence de connaissances préalables
Mise à jour : 27/06/2014

Table des matières

1. L'inversion de la courbe du chômage, promesse intenable.....	2
1.1 C'est la croissance économique qui crée des emplois - et elle seule	2
1.2 Les embauches ne peuvent pas précéder la baisse des charges	3
1.3 L'Etat reprend en impôts une partie des cadeaux qu'il fait aux entreprises	3
2. La « politique de l'offre »	3
2.1 Selon François Hollande, l'offre crée la demande.....	4
2.2 Conditions pour qu'une politique de l'offre soit efficace	5
3. Le progrès inéluctable de la productivité d'un pays	6
4. Croissance insuffisante faute de demande, pas faute d'offre	6
4.1 Demande croissante et inflation.....	6
4.2 La croissance de l'emploi <i>suit</i> celle du PIB.....	7
4.3 Inconvénients d'une politique de la demande dans la France de 2014.....	8
4.4 L'offre n'exclut pas la demande - Relance par des travaux publics	8
5. Une politique économique basée sur des illusions	9
6. La tromperie des emplois aidés.....	9
7. Une promesse faite sans considération des moyens de la tenir	10
8. Impacts d'une baisse des charges de 30 milliards.....	10
8.1 Impact sur le PIB	10
8.2 Impact sur l'emploi	11
8.3 Possibilité de mettre en œuvre ce plan.....	11
9. L'art de la communication : montrer les avantages, cacher les inconvénients.....	11
9.1 Les économies budgétaires sont en fait de moindres hausses des dépenses ...	11
9.2 Rendre aux entreprises 50 % de la marge que l'impôt leur a prise depuis 2007	12
10. Suggestions pour une politique de relance par la demande.....	12
10.1 L'expansion monétaire	12
10.2 L'expansion budgétaire	13
10.3 Exemple de relances par expansions budgétaire et monétaire simultanées	13
11. Références.....	17

1. L'inversion de la courbe du chômage, promesse intenable

Depuis le 9 septembre 2012 [\(14\)](#), le Président François Hollande a promis de nombreuses fois que « la politique de son gouvernement inversera la courbe du chômage d'ici un an », c'est-à-dire avant fin 2013. Hélas, la statistique officielle du 27/01/2014 [\(12\)](#) a révélé, pour décembre 2013, des hausses du nombre de chômeurs de : 0,3 % en catégorie A, 0,8 % en catégorie B et 0,7 % en catégorie C.

Voici pourquoi tous les économistes savaient que la promesse du Président était impossible à tenir, donc qu'en la faisant il trompait les Français.

1.1 C'est la croissance économique qui crée des emplois - et elle seule

Seules les entreprises (secteur économique dit "marchand") peuvent créer des emplois qui ne sont pas à la charge des contribuables ; les emplois créés ou subventionnés par l'Etat ou des collectivités locales, dans la Fonction publique ou des associations, peuvent fournir des services utiles (enseignement, justice, santé, etc.) mais comme ils sont payés par nos impôts, ils ne peuvent pas être pérennes.

Une entreprise a une *capacité de production* qui limite la quantité d'articles ou de services qu'elle peut produire chaque mois. Tant que la charge de travail due aux commandes reçues peut être soutenue par la capacité de production disponible [\(21\)](#), [\(22\)](#) l'entreprise n'embauche pas, elle n'a pas besoin de plus de personnel.

D'où la "règle économique de la demande" :

Une entreprise ne crée des emplois que lorsque sa charge de travail augmente.

Les économistes disent alors que : « la demande du marché pour ses produits ou services augmente. ». *Une charge de travail stable ne crée pas d'emplois.*

Mais même lorsque sa charge de travail augmente et approche les 100 % de la capacité, l'entreprise attend sans embaucher d'avoir épuisé les autres possibilités de satisfaire ses commandes : livrer à partir de ses stocks, embaucher temporairement (en CDD) ou sous-traiter une partie du travail. D'où une deuxième règle :

Embaucher ne se décrète pas, aucun gouvernement ne peut décider une entreprise privée à embaucher si elle peut s'en passer.

Une entreprise n'a aucune raison de payer des travailleurs dont elle n'a pas besoin : elle n'en embauchera pas, même si l'Etat subventionne en partie leur emploi. Au contraire il est si coûteux de licencier des salariés, en France, qu'un chef d'entreprise préfère souvent refuser des commandes plutôt que d'embaucher en CDI. Il ne se résout à le faire que s'il anticipe une croissance durable de ses commandes.

A ces raisons de retarder l'embauche s'ajoutent, en France :

- Une raison due à la fiscalité excessive pesant sur les entreprises, dont les taux de marge [\(27\)](#) sont très inférieurs à ceux de nos principaux partenaires commerciaux : une entreprise peut avoir besoin de restaurer ses marges de profit avant d'embaucher, pour pouvoir investir ou se désendetter ; c'est le cas

général des entreprises françaises, dont les marges sont très inférieures à celles de leurs concurrents, allemands et autres (4) - (23) - (27) .

- Une raison due à la perte de [productivité](#) enregistrée pendant la crise, par exemple à cause du maintien dans l'emploi de personnel excédentaire et des frais généraux incompressibles.

Ces difficultés apparaissent dans les rapports (18) - (23).

- Perte globale de compétitivité de l'économie française, passée du 21^{ème} au 23^{ème} rang mondial entre 2012 et 2013. (18)
- Page 473 de (18), on voit qu'en France la pression fiscale handicape sérieusement l'investissement des entreprises, le pays étant classé parmi les derniers, loin derrière le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Espagne, etc.
- Page 474 de (18), la France est classée 134^{ème} pays sur 145 pour la pression fiscale globale.
- Page 481 de (18), concernant les investissements directs étrangers, la France est classée 74^{ème} sur 148 pays pour le caractère peu incitatif de sa réglementation : ces investissements ont baissé de 77 % de 2012 à 2013, créant ainsi beaucoup moins d'emplois - voir aussi (19).

1.2 Les embauches ne peuvent pas précéder la baisse des charges

En annonçant son « Pacte de responsabilité » (5), François Hollande a exigé des entreprises des contreparties (embauches), vérifiables par un observatoire créé à cet effet, en échange d'une baisse des charges patronales (suppression des allocations familiales, Crédit d'impôts compétitivité-emploi - CICE) (13). Cette exigence de son Pacte est économiquement absurde : *pour embaucher les entreprises ont besoin de commandes, pas de subventions*. Des subventions ou une baisse d'impôts peuvent être utiles aux entreprises pour plus de compétitivité, d'où un supplément *possible* de commandes ; mais aucune entreprise privée n'embauchera tant qu'elle n'a pas *reçu* ces commandes. Or François Hollande prévoit une mise en œuvre progressive de son cadeau fiscal de 30 Mds€ jusqu'en 2017, pour s'en prévaloir à la prochaine élection présidentielle.

1.3 L'Etat reprend en impôts une partie des cadeaux qu'il fait aux entreprises

L'évaluation de ce qu'une entreprise reçoit par subvention ou baisse d'impôts doit aussi tenir compte de dégrèvements divers et de l'impôt sur le bénéfice des sociétés, *qui en prélève 33 %*. Si une société dépense le nouveau "cadeau fiscal" pour investir, elle ne peut baisser ses prix, grâce à l'investissement, qu'à moyen terme ; si elle ne le dépense pas, il s'ajoute à ses bénéfices et elle en perd 33 %; elle a donc intérêt à baisser ses prix pour gagner en compétitivité-prix et prendre plus de commandes.

2. **La « politique de l'offre »**

François Hollande a situé son Pacte dans le cadre d'un virage politique. Contrairement à la tradition socialiste de faire une « politique de la [demande](#) » (consistant à *favoriser la consommation des ménages*, par une hausse des salaires ou des allocations et/ou une baisse d'impôts), il *favorisera les entreprises* par une

« politique de l'offre ». Dans sa conférence de presse du 14/01/2014 [\(3\)](#), le Président a proposé d'augmenter un peu leur compétitivité-prix en baissant les charges patronales qui pèsent sur le travail. Les entreprises françaises pourront ainsi baisser un peu leurs prix, donc gagner des marchés face à la concurrence. Voici les conséquences.

2.1 Selon François Hollande, l'offre crée la demande

Le Président a justifié économiquement cette politique de l'offre en affirmant : « L'offre crée même la demande [\(3\)](#) ». Il y a différentes manières d'interpréter cette affirmation.

- *Les produits et services innovants créent leur propre clientèle*
Exemples : l'invention des PC, du téléphone, des antibiotiques, des services Internet comme Google, etc. Pour aider les entreprises, un gouvernement peut aider la Recherche et développement (formation, subventions, pépinières d'entreprises...), tout le monde le sait. Les baisses de charges promises aussi par le Président peuvent favoriser l'innovation, mais on n'en verra l'impact sur l'emploi qu'à moyen ou long terme, bien après les élections de 2017. Et, pour exploiter les nouveaux produits et services, les entreprises auront aussi besoin de reconstituer leurs marges de profit, nous l'avons vu [ci-dessus](#).

- *Si les entreprises produisent davantage, leurs clients français et étrangers leur achèteront plus.*
Cette proposition est fautive à court et moyen terme : si les entreprises produisent plus que ce que leurs clients leur achètent, leurs stocks augmentent. Les clients n'achètent que s'ils en ont les moyens et en période de crise économique... *C'est la consommation qui entraîne la production et non la production qui entraîne la consommation.* Dans ce sens-là, l'affirmation du Président a fait hurler les économistes dans le monde entier !

- *Si les entreprises produisent pour moins cher, elles peuvent baisser leurs prix ; leurs clients leur achèteront alors davantage de produits ou de services et la demande de l'économie croît.*

La proposition du Président de baisser les charges sur les salaires a dans l'économie des conséquences complexes, modélisées par les économistes de l'INSEE dans [\(25\)](#) (graphique).

Si l'argent ainsi versé aux entreprises provient de prélèvements sur les Français (supplément d'impôts, baisse d'allocations...) ceux-ci achèteront moins : *il y aura eu transfert d'argent des consommateurs aux entreprises.* Celles-ci pourront l'investir, le distribuer aux actionnaires, embaucher ou augmenter les salaires.

Si les entreprises utilisent une partie des cadeaux fiscaux pour baisser leurs prix à l'export, elles pourront vendre davantage en volume à prix plus bas. Il n'est pas évident que leur chiffre d'affaires augmente beaucoup, car leurs concurrents peuvent réagir et leurs clients n'ont pas forcément le besoin et les ressources pour acheter davantage.

Les impacts d'une baisse des charges des entreprises sur le PIB et l'emploi sont étudiés [plus bas](#).

- Les économistes savent aussi qu'à *long terme*, lorsque (avec de la chance !) l'économie du pays a atteint le plein emploi et que le niveau stabilisé des prix a

permis un équilibre de l'offre et de la demande, *le produit intérieur (la quantité de richesses produite) ne dépend que des facteurs de l'offre que sont la main d'œuvre et sa productivité.*

La productivité du travail mesure l'efficacité de la mise en œuvre de la main d'œuvre pour produire de la valeur. Elle dépend du capital disponible et du niveau technologique de l'économie : compétence des travailleurs, modernité des machines, disponibilité de moyens de transport et de communication (Internet, téléphone, télévision...), organisation de la production, etc. Détails : [\(1\)](#)

Il peut enfin y avoir une croissance de la demande non due à l'offre :

- Le déficit du budget (4,1 % du PIB en 2013, près de 100 Mds€) injecte chaque année dans l'économie des dizaines de Mds€ sous forme de dépenses publiques qui accroissent la demande.
- A long terme, une croissance *progressive* des salaires, année après année, fait croître la demande. Mais l'expérience montre que, lorsqu'ils reçoivent plus d'argent, les consommateurs ne dépensent pas tout : ils en épargnent une partie, par précaution ou en prévision d'achats et d'impôts supplémentaires futurs.

2.2 Conditions pour qu'une politique de l'offre soit efficace

Elle doit préparer l'avenir :

- En investissant dans :
 - La formation ;
 - La recherche, pour disposer de produits ou solutions qui innent, donc créent de la demande et échappent à la concurrence de l'existant ;
 - Le développement des infrastructures de communication et de transport.
- En permettant aux entreprises d'accéder à du capital à coût d'emprunt raisonnable (banques d'investissement françaises, Banque centrale européenne, marchés des capitaux et des échanges de devises).
- En votant une législation du travail, du commerce et des impôts, qui :
 - Facilite les mouvements de personnel ;
 - Garantit des institutions, des lois et des impôts stables, faute de quoi les investisseurs manquent de confiance.
- En suivant les suggestions de Patrick Artus [\(23\)](#).

Conclusion : une politique de l'offre est indispensable à moyen et long terme, mais elle ne peut produire d'embauches à court terme qu'au prix de sacrifices budgétaires. Or la France de 2014 n'a plus de marge budgétaire, car le déficit et les impôts y sont déjà bien trop élevés. Les pouvoirs publics ne pourront se créer des possibilités de subvention qu'après avoir trouvé d'importantes économies de dépenses, environ une centaine de Mds€ par an. *L'état actuel de l'économie française nécessite donc surtout une politique de la [demande](#).* Nous allons voir pourquoi.

3. Le progrès inéluctable de la productivité d'un pays

Voir graphique [\(1\)](#)

Dans toute économie moderne, la [productivité](#) progresse chaque année, que le PIB [\(6\)](#) croisse ou non : les entreprises apprennent à travailler plus vite, elles s'organisent pour gagner du temps, elles remplacent leur vieux matériel par du neuf plus performant, etc. En somme, elles utilisent mieux leurs ressources en capital et main d'œuvre.

A volume de main d'œuvre égal, le secteur industriel du pays produit ainsi, chaque année, plus (en euros constants, c'est-à-dire inflation déduite) que l'année précédente. De son côté, la productivité du secteur des services marchands croît aussi chaque année, mais moins vite que celle de l'industrie. Ainsi, le graphique [\(1\)](#) montre que la productivité de l'ensemble de l'économie française a crû de 0,4 % en 2012 (courbe noire). D'où une troisième règle :

Le PIB du pays doit croître chaque année au moins autant que la productivité horaire de l'économie pour que des emplois soient créés.

Conséquence : lorsque la croissance du PIB est inférieure à celle de la productivité, l'économie détruit plus d'emplois qu'elle n'en crée ; même si certains secteurs comme la fabrication d'avions AIRBUS continuent à créer des emplois, d'autres en détruisent davantage.

En 2013, le PIB a augmenté de 0,3 % et l'emploi a baissé de 1 % (soit une différence de 1,3 %) [\(2\)](#) - [\(7\)](#). Les économistes admettent donc que, pour créer des emplois, la croissance du PIB aurait dû être d'au moins 1,5 %.

Remarque : il n'est pas évident que l'amélioration de compétitivité-prix de quelques pour-cent sur 3 ans due au Pacte de François Hollande (si il est bien mis en œuvre) permette de gagner des parts de marché : la compétitivité-prix des concurrents étrangers croît elle aussi en 3 ans, et l'expérience récente montre qu'elle croît plus vite que celle de la France, qui perd des parts de marché à l'exportation.

4. Croissance insuffisante faute de demande, pas faute d'offre

4.1 Demande croissante et inflation

La croissance du PIB implique une demande croissante, qui implique automatiquement une hausse des prix (loi de l'offre et de la demande). Une première manière de voir que la France a besoin aujourd'hui d'une politique de la demande est donc le niveau de son inflation, en moyenne 1 % en 2013 [\(9\)](#). Ainsi, la Banque centrale européenne (BCE) a pour objectif une hausse annuelle des prix de 2 %: elle régule la masse monétaire et ses taux d'intérêts pour maintenir l'inflation à moyen terme autour de cette valeur. La faible inflation de 2013 signale donc une hausse insuffisante du PIB, donc une perte d'emplois marchands.

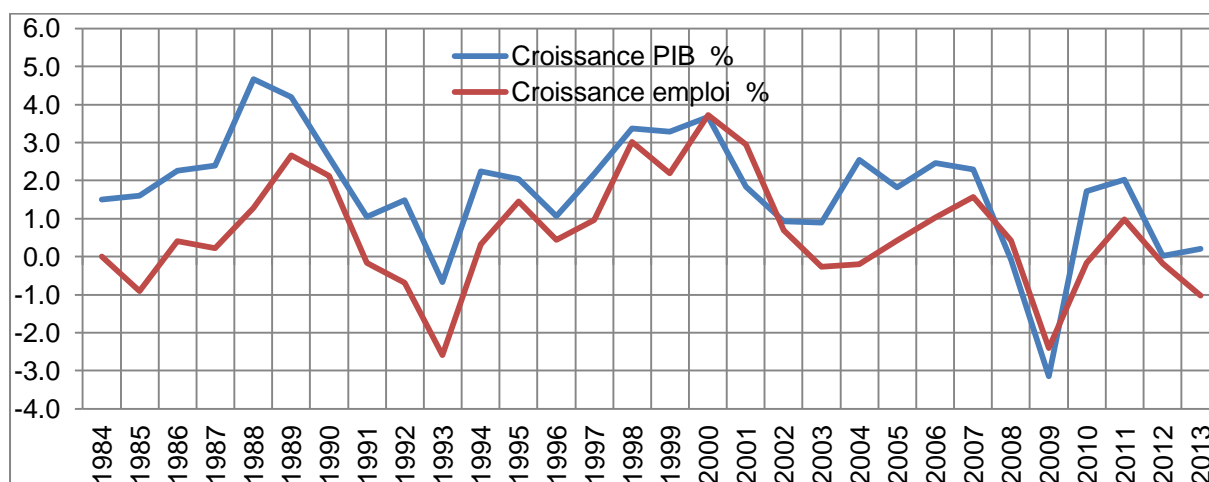
Le gouvernement espérait compenser cette perte, dans les statistiques, par une baisse du chômage des jeunes, mais malgré les emplois artificiels créés pour cela aux frais des contribuables, il n'y est parvenu qu'en partie.

L'inflation a aussi l'intérêt de réduire le poids de la dette des Etats endettés comme la France, lorsqu'elle ne dépasse pas les limites de crédibilité par les prêteurs.

L'inflation dans la zone euro étant descendue à 0,7 % en janvier 2014, contre 0,8 % en décembre 2013 [\(16\)](#), certains économistes redoutent l'arrivée d'une *déflation, baisse généralisée des prix*; une telle baisse est due aux efforts désespérés d'entreprises en concurrence pour vendre malgré tout, afin de trouver l'argent nécessaire à leurs échéances. La déflation entraîne une spirale autoalimentée de baisse des prix, une croissance de la valeur réelle des dettes et un attentisme des acheteurs, qui savent que « demain, ce sera moins cher qu'aujourd'hui ». *Et elle entraîne beaucoup de destructions d'emplois.*

4.2 La croissance de l'emploi suit celle du PIB

La conclusion que la France a besoin aujourd'hui d'une politique de la demande apparaît aussi sur le graphique ci-dessous, issu des données officielles de l'INSEE et de la Banque de France [\(7\)](#) : *la croissance de l'emploi suit celle du PIB après quelques mois.* Cela se voit au parallélisme des deux courbes.



Evolutions comparées des croissances annuelles du PIB et de l'emploi en France

Conclusion : L'emploi marchand ne peut croître que si le PIB augmente. *La France a donc besoin, provisoirement, d'une politique de la demande basée sur plus de déficit budgétaire, alors que François Hollande lui impose désormais une politique de rigueur budgétaire croissante et qu'il veut privilégier une politique de l'offre !*

Le manque de demande (la pénurie de commandes) dans l'industrie manufacturière est aussi illustrée - graphiques à l'appui- dans [\(21\)](#) et [\(22\)](#).

La croissance du PIB est d'autant plus nécessaire, chaque année, que le nombre d'emplois créés doit compenser le nombre supplémentaire de jeunes qui arrivent sur le marché de l'emploi ; or la population active française a augmenté de 80.000 personnes en 2013 [\(14\)](#).

4.3 Inconvénients d'une politique de la demande dans la France de 2014

La première idée qui vient à l'esprit des gens de gauche et des syndicalistes est la hausse des salaires, qui commence par un relèvement du SMIC et des traitements de la Fonction publique. Mais cette politique serait désastreuse dans un pays qui souffre d'un grave défaut de compétitivité, car elle augmenterait le coût de nos produits et services.

En outre, un surcroît de pouvoir d'achat pourrait déstabiliser gravement l'équilibre de nos comptes extérieurs, en favorisant le tourisme de Français à l'étranger et surtout l'importation de produits non fabriqués en France. Il se trouve que nos produits sont plutôt en bas et milieu de gamme, incitant donc les acheteurs de produits de haut de gamme à acheter étranger. Exemple : nous ne fabriquons pas de voitures concurrentes des BMW et Mercedes, qu'il faut donc importer ; avec plus d'argent, plus de gens achèteraient des voitures allemandes.

A qualification égale, nos bas salaires sont en général plus élevés que ceux de nos concurrents, à cause de notre salaire minimum, plus élevé que le leur. En tenant aussi compte de nos impôts, parmi les plus élevés du monde, nos produits sont souvent soit trop chers pour leur qualité, soit de qualité insuffisante pour leur prix.

Il faut donc innover pour monter en gamme, où les marges sont supérieures, et investir dans du matériel permettant d'accroître la productivité pour vendre moins cher les articles fortement concurrencés. Mais cette évolution de notre offre exige des travailleurs plus qualifiés dans beaucoup de métiers, et leur formation demande du temps et de l'argent. Et comme les entreprises ont des marges trop faibles pour financer des investissements, et justifier leur financement par des profits espérés.

On peut aussi imaginer une politique où l'Etat injecterait massivement de l'argent dans l'économie en commandant des produits et services au titre d'investissements. Ce serait d'autant plus envisageable qu'on pourrait comptabiliser ces investissements hors budget, donc hors déficit. C'est interdit par les lois européennes mi-2014, mais celles-ci peuvent évoluer, le besoin existant dans tous les pays de l'Union.

Hélas, cette politique ne produirait de résultats qu'à moyen-long terme pour tous les investissements en infrastructures : construire demande des mois et des années. Rappelons aussi que la loi interdit de cibler des avantages fiscaux comme le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi sur un secteur économique particulier comme les industries exportatrices.

4.4 L'offre n'exclut pas la demande - Relance par des travaux publics

Un gouvernement peut faire à la fois une politique de l'offre et une politique de la demande. Il peut, par exemple, favoriser l'investissement à moyen-long terme des entreprises et de la recherche (offre), tout en lançant des grands travaux d'infrastructure (transports, télécommunications), dont les salaires aux ouvriers feront immédiatement croître la consommation (demande).

Dans la zone Euro, une telle politique volontariste d'expansion ne doit pas être entreprise par un pays tout seul : la France a essayé une telle relance isolée en 1981 sous Mitterrand et elle a échoué, elle a dû faire 3 dévaluations en moins d'un an ! Mais la Banque centrale européenne (BCE) pourrait susciter une relance de la demande dans la zone euro en achetant des obligations à long

terme émises sur le marché des actifs par les gouvernements. Avec l'argent emprunté, ceux-ci pourraient lancer des travaux d'infrastructure tout de suite et durant 3 à 5 ans ; ces infrastructures seraient amorties sur 20 ans ou plus. Représentant environ 3 % du PIB de la zone euro, une telle relance budgétaire de la demande créerait plusieurs millions d'emplois au bout de quelques années.

5. Une politique économique basée sur des illusions

En arrivant au pouvoir en mai 2012, François Hollande a trouvé une conjoncture économique européenne et mondiale permettant un optimisme prudent concernant la croissance. En promettant d'inverser *en un an* la courbe du chômage, il a parié que la croissance économique mondiale qui s'amorçait allait entraîner vigoureusement celle de la France. Il a fait preuve d'un optimisme imprudent en annonçant qu'elle produirait ses effets sur notre chômage en un an. En l'entendant répéter cette promesse pendant tout 2013, alors que la croissance de notre PIB ne décollait pas, les économistes savaient déjà qu'*il trompait les Français* ; lui et son gouvernement sont restés dans le déni de réalité jusqu'en janvier 2014, où les chiffres cruels du chômage sont tombés. [\(12\)](#)

Hélas, la conjoncture économique actuelle (croissance française de 0,3 % en 2013 et de 0,7 % à 1,0 % en 2014) est toujours clairement insuffisante pour faire baisser le chômage du secteur marchand, celui où chaque emploi est financé par sa production vendable. Comme celle-ci ne remontera pas assez en 2014, on peut prévoir que le chômage ne baissera pas, non plus, cette année-là.

Dans son discours du mardi 28 janvier 2014, François Hollande a dû admettre son échec concernant le chômage. Il a perdu ainsi, un peu plus, ce que les sondages désastreux depuis un an lui laissaient encore de crédibilité : peu après, un sondage [\(17\)](#) montrait que 19 à 20 % seulement des Français lui faisaient encore confiance, un record absolu d'impopularité !

Faute de pouvoir se vanter de cet échec, le Président et ses ministres des finances et du travail se flattent malgré tout que le chômage croisse moins vite qu'avant ! » [\(8\)](#)

6. La tromperie des emplois aidés

Rien n'a empêché les gouvernements français successifs de créer des « emplois aidés », économiquement inutiles mais coûteux, par exemple en plaçant des jeunes chômeurs sans qualification dans des administrations. Ces emplois artificiels sont financés avec l'argent des contribuables : 3,3 Mds€ prévus en 2014 [\(14\)](#) ; ils le sont même avec du déficit budgétaire, puisque le budget, *en déficit ininterrompu depuis 1975*, crée chaque année de la dette supplémentaire à rembourser par les générations futures : 1900,8 Mds€ fin 3T 2013 (92,7 % du PIB) [\(15\)](#).

Et comme ces emplois inutiles font baisser les statistiques du chômage, chaque gouvernement français y a eu recours depuis des décennies. La nouveauté, avec le gouvernement de François Hollande, est qu'ayant créé des dizaines de milliers de ces emplois-jeunes, il se vante maintenant d'avoir fait baisser le chômage des 15-25 ans ! Il a même appelé certains de ces emplois « emplois d'avenir ».

7. Une promesse faite sans considération des moyens de la tenir

Le financement des 30 Mds€ du « Pacte de responsabilité » n'a pas été précisé lors de son annonce. Le Président n'a réuni qu'ensuite une commission pour trouver où les prendre sous forme d'économies de dépenses publiques, ainsi que 20 autres milliards qu'il s'est aussi engagé à économiser. *Une fois de plus, on a annoncé une mesure spectaculaire sans savoir comment la financer...*

8. Impacts d'une baisse des charges de 30 milliards

8.1 Impact sur le PIB

Les mécanismes économiques qui jouent lors d'une baisse des charges des entreprises, résumés dans le graphique (25), sont trop complexes pour qu'on puisse estimer avec précision leur impact sur le PIB. Je fais ici les hypothèses suivantes :

- Seules les ventes des entreprises exportatrices impactent le PIB du fait de cette baisse des charges ; celles qui n'exportent pas reçoivent de l'argent de divers postes du PIB et le laissent dans le PIB, voisin de 2040 Mds€ en 2013.
- Les exportations représentent 27 % du PIB.

30 Mds€ sur 3 ans représentent 10 Mds€ par an, c'est-à-dire 1,8 % des exportations annuelles (environ 560 Mds€). Cela représente 1,8 % de 27 % = 0,5 % du PIB, qui correspondent à 0,5 % x 25,7 millions = 128 500 emplois ; mais il faut ajouter à ce chiffre l'effet du surcroît d'activité économique, en France comme à l'export, dû notamment aux suppléments d'activité et d'investissements des entreprises. Nous présentons un calcul qui en tient compte [ci-dessous](#).

Comme une entreprise qui gagne de l'argent et paye l'impôt sur les sociétés de 33 % reçoit en fait moins, les 10 milliards injectés valent moins que leur montant théorique.

Si la baisse des charges ne provient pas d'économies budgétaires

François Hollande a laissé entendre qu'il trouvera ses 50 Mds€ dans des économies budgétaires, non chez les contribuables ou les consommateurs. Si ces économies étaient prélevées sur le déficit budgétaire, elles se déduiraient du PIB : 50 Mds€ y manqueraient, puisque l'Etat ne les y injecterait pas. Plus exactement, une partie de l'argent serait versé aux entreprises qui n'exportent pas *et resterait dans le PIB*, mais une partie en sortirait sous forme de prix plus bas aux clients export.

Supposons que 5 Mds€ partent ainsi à l'étranger (1/4 des 20 Mds€ qui restent quand on a déduit 33 % d'impôts de 30 milliards). Compte tenu du taux d'imposition français de l'ordre de 50 %, chaque euro non dépensé par l'Etat et déduit de notre déficit réduit la [demande](#) de 0,50€. Mais chaque réduction de 0,50€ affectant d'autres acteurs de l'économie entraîne à son tour une réduction de 0,25€ et ainsi de suite. Et comme la somme $1 + 1/2 + 1/4 + 1/8 + \dots = 2$, on peut s'attendre en théorie à ce que chaque cadeau d'un euro aux clients étrangers subisse un multiplicateur de 2. En pratique, on a constaté dans les pays de l'Union européenne qu'une telle politique de rigueur produit un multiplicateur négatif de la demande voisin de 1,5.

Avec notre hypothèse, 5 Mds€ sur 3 ans réduiraient la demande de 7,5 Mds€, c'est-à-dire 2,5 Mds€ par an ou 0,125 % du PIB. La croissance à attendre du Pacte est donc inférieure à 0,4 % du PIB (0,5 % - 0,125 %). Elle est modeste ; pour que l'économie de la France sorte de son marasme, il faudrait [des mesures autrement plus importantes et portant sur la demande](#).

8.2 Impact sur l'emploi

Les 30 Mds€ de baisse des charges du Pacte de responsabilité incluront les 20 Mds€ prévus pour le CICE. On peut donc en prévoir l'impact sur l'emploi grâce à l'étude de l'INSEE ([26](#)) faite pour ces 20 Mds€, en multipliant les 300 000 créations d'emploi dus au CICE par $30/20 = 1,5$. D'après l'INSEE, donc, on peut ainsi espérer quelques 450 000 emplois à long terme (5 ans).

8.3 Possibilité de mettre en œuvre ce plan

Il n'y a plus qu'à espérer que le gouvernement trouve dans quels postes budgétaires on peut faire les économies nécessaires ! Comme les salaires représentent la plus grande partie des dépenses des administrations publiques, nous supposons que 80 % des économies à faire de 10 Mds€ par an, soit 8 Mds€, proviennent de salaires et charges de fonctionnaires et assimilés. En supposant qu'un emploi à supprimer coûte 40 000€ par an, il faut donc en supprimer 200 000 pour pouvoir en créer 450 000 dans le secteur privé.

Ce n'est là qu'un ordre de grandeur, mais il met en évidence un problème politique considérable : on n'a jamais, en France, supprimé autant d'emplois publics par an, et de loin ! Et, hélas, comme il est illusoire d'imaginer transférer des fonctionnaires dans le secteur privé ; comme à la moindre tentative de suppression de poste autre que par départ en retraite (et encore, les fonctionnaires restants se plaignant de la surcharge de travail due au départ de collègues) les syndicats organisent d'immenses manifestations et des grèves, on ne voit pas comment le gouvernement du Président Hollande pourrait réussir un tel tour de force politique.

Je ne crois donc pas à la possibilité de réaliser la totalité des suppressions d'emplois publics nécessaires pour trouver 50 Mds€ d'économies en 3 ans.

9. **L'art de la communication : montrer les avantages, cacher les inconvénients**

9.1 Les économies budgétaires sont en fait de moindres hausses des dépenses

La Cour des comptes écrit dans ([20](#)) page 36 :

« En France, les pouvoirs publics mesurent traditionnellement les économies par rapport à une croissance tendancielle des dépenses. Toutefois, l'estimation de celle-ci repose sur des conventions fragiles. [...]

Les économies affichées pour 2014 par le Gouvernement ont dès lors un caractère conventionnel. De plus, leur montant ne conduit pas à une baisse des dépenses mais à un ralentissement de leur croissance. »

Dans sa conclusion, la Cour des comptes conteste donc les prévisions trop optimistes du gouvernement page 51 :

« La Cour constate l'absence de toute marge de sécurité pour faire face à des dépenses imprévues comme il en existe pratiquement chaque année. Au total, en 2014, le déficit public pourrait être supérieur à l'objectif de 3,6 % du PIB et la dette dépassera 2 000 Md€ en fin d'année. »

9.2 Rendre aux entreprises 50 % de la marge que l'impôt leur a prise depuis 2007

Dans [\(26\)](#) page 75 l'INSEE écrit :

« ...le CICE améliore la situation financière des entreprises. 20 Mds€ représentent de l'ordre de 1,8 % d'équivalent taux de marge, soit la moitié de la baisse du taux de marge qui aura été enregistrée entre 2007 et 2013. » [\(27\)](#)

10. **Suggestions pour une politique de relance par la demande**

Les économistes ont deux recommandations de base pour favoriser la demande.

10.1 L'expansion monétaire

Il y a d'abord *l'expansion monétaire*, injection d'argent dans l'économie pour faire baisser les taux d'intérêt (plus il y a d'argent disponible, moins il est coûteux à emprunter et plus c'est facile pour les particuliers, les entreprises et les collectivités.) L'effet sur la demande est rapide : *elle augmente*. Et en plus, la balance du commerce extérieur (solde exportations - importations) s'améliore.

La Banque centrale européenne (BCE) peut augmenter la masse monétaire en circulation, en faisant marcher la "planche à billets" ; en rachetant des obligations pour injecter leur valeur dans l'économie afin de faire baisser le taux d'intérêt, ou en diminuant ses exigences à l'égard des banques qui prêtent de l'argent à l'économie.

Aucun gouvernement de la zone euro ne peut agir sur la masse monétaire en euros, action qui reste le privilège exclusif de la BCE. Et personne ne fixe le taux d'intérêt de base auquel l'économie se refinance auprès de la BCE : il est déterminé par le marché, soumis à la loi de l'offre et de la demande ; la BCE ne peut y intervenir sur le taux d'intérêt qu'en achetant ou en vendant des titres.

Hélas, les effets de l'expansion monétaire ne durent pas : au bout d'un an ou deux, cet argent sans contrepartie économique réelle se dilue dans une hausse des prix qui l'annule. Pire, même : la monnaie perd de sa valeur par rapport aux devises étrangères, ce qui renchérit les importations. Il y a même souvent une *sur-réaction* du marché des changes, due à la rigidité des prix : la baisse instantanée de valeur de la monnaie par rapport aux devises étrangères peut être supérieure à la baisse finale, constatée après quelque temps.

Pour redonner de la valeur à la monnaie par rapport aux devises étrangères, la BCE peut augmenter les taux d'intérêt auxquels elle refinance les banques qui prêtent à l'économie, mais des taux d'intérêt plus élevés pénalisent l'économie.

La théorie économique montre qu'à long terme les manipulations artificielles, par une banque centrale, de la masse monétaire et du taux d'intérêt sont sans effet sur le PIB dans une économie ouverte comme celle de la zone euro.

10.2 L'expansion budgétaire

Autre méthode classique pour faire croître le PIB, l'expansion budgétaire consiste pour un gouvernement à dépenser davantage, par exemple en [lançant un programme de travaux publics](#) ou en baissant les impôts. Cette dépense supplémentaire stimule la demande et le PIB croît ; et, contrairement à l'expansion monétaire, l'expansion budgétaire détériore la balance du commerce extérieur.

Mais pour dépenser plus d'argent qu'il ne reçoit en impôts, un gouvernement doit s'endetter. C'est ainsi qu'à force de le faire sans interruption depuis 1975, les gouvernements français ont accumulé *une dette publique voisine d'un an de PIB* : chaque bébé français qui naît hérite d'une dette de l'ordre de 30.000€, dont il devra payer les intérêts quand il travaillera et dont il devra (lui ou ses enfants) finir par rembourser le principal. Et l'argent dû par l'Etat aux retraités à qui il paye des pensions s'ajoute à cette dette publique...

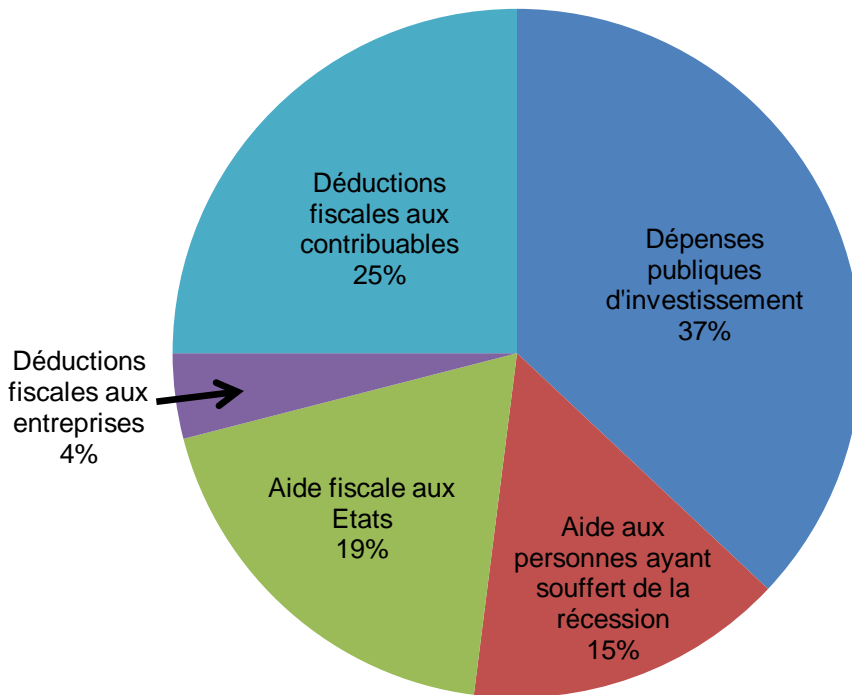
10.3 Exemple de relances par expansions budgétaire et monétaire simultanées

Suite à la pire crise économique depuis 1929, la Maison Blanche a publié le document [\(29\)](#), qui résume l'impact des mesures de relance par expansion *budgétaire* prises par le gouvernement des Etats-Unis depuis février 2009. Ces mesures s'ajoutent aux [mesures d'expansion monétaire prises par la Réserve fédérale \(FED\)](#) en tant que banque centrale indépendante.

Mesures de relance budgétaire

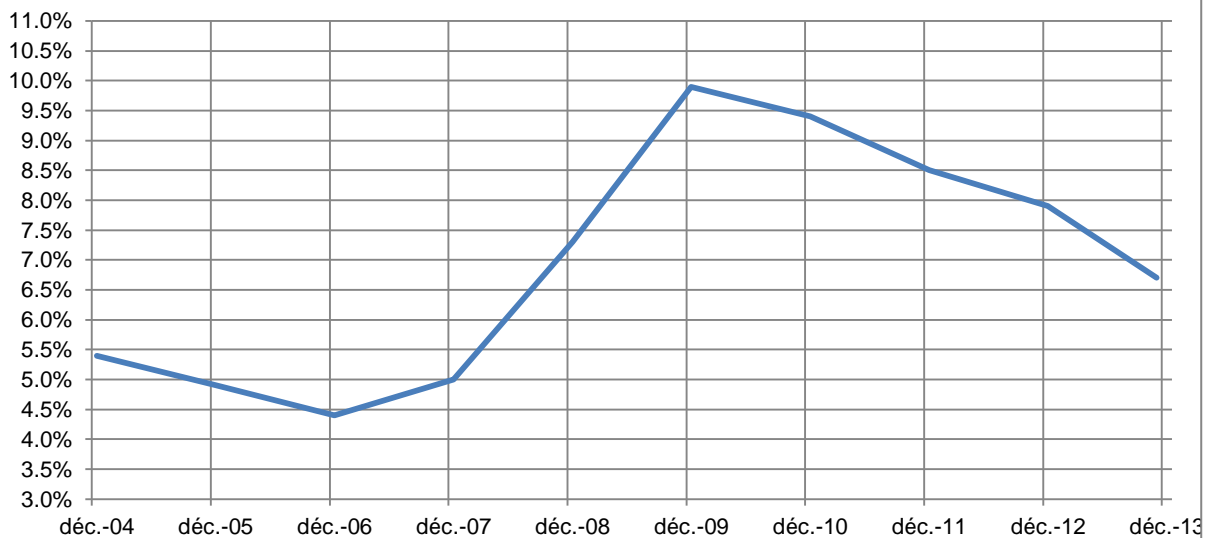
Le graphique ci-dessous résume la répartition de 830 milliards de dollars dépensés aux Etats-Unis jusqu'en 2013 en relance budgétaire. Par rapport au PIB 2012 de 16,24 milliards de dollars, cette dépense de relance représente 5,1 %. Pour avoir un impact plus rapide, 68 % de ces 830 milliards ont été dépensés dans les deux premières années et 18 % de plus la troisième année.

Dépenses budgétaires par catégories



Il faut toujours de longs mois pour qu'une dépense budgétaire soit votée, puis dépensée en salaires, qui à leur tour relancent la demande ou l'investissement. Les Etats-Unis n'ont pu empêcher le chômage d'exploser : celui-ci est passé de 8,3 % en février 2008 à 10 % en octobre 2009, avant de décroître.

Evolution du taux de chômage aux Etats-Unis



L'effet de cette relance budgétaire sur l'économie américaine a été considérable, bien qu'il n'ait pas entraîné d'augmentation significative de la dette publique :

- Création de 1,6 millions d'emplois par an, de février 2009 à fin 2012 (à l'échelle de la France - population 1/5 de celle des Etats-Unis - cela ferait 320.000 emplois de plus par an !)
- Augmentation du PIB de 2 à 3 %, de fin 2009 à mi-2011 ;
- Investissements en infrastructure :
 - 67.000 km de routes et 2700 ponts réparés ;
 - 10.000 km de voies de chemin de fer pour passagers améliorées ;
120 locomotives de dernière génération achetées ;
30.900 locomotives diesel remises à niveau ;
 - 3000 réseaux d'assainissements et d'adduction d'eau desservant 78 millions de personnes améliorés ;
 - 400 millions de dollars investis en recherches pour la transition énergétique ;
 - 180.000 km de câbles Internet haut débit, desservant 20.000 communes...

Mesures de relance de l'emploi

Aux dépenses ci-dessus s'ajoutent des mesures de relance de l'emploi :

- Indemnités de chômage supplémentaires ou prolongées ;
- Diminution des durées comptables d'amortissement pour encourager l'investissement ;
- Subventions à l'emploi d'enseignants (insuffisantes : plus d'un million de licenciements) ;
- Aides au remboursement de dépenses de santé ;
- Subventions de mise au rebut de vieilles voitures...

Ces mesures ont permis à l'économie américaine de créer 400.000 emplois par an en plus des 1,6 millions précédents.

Mesures de soutien financier à l'économie

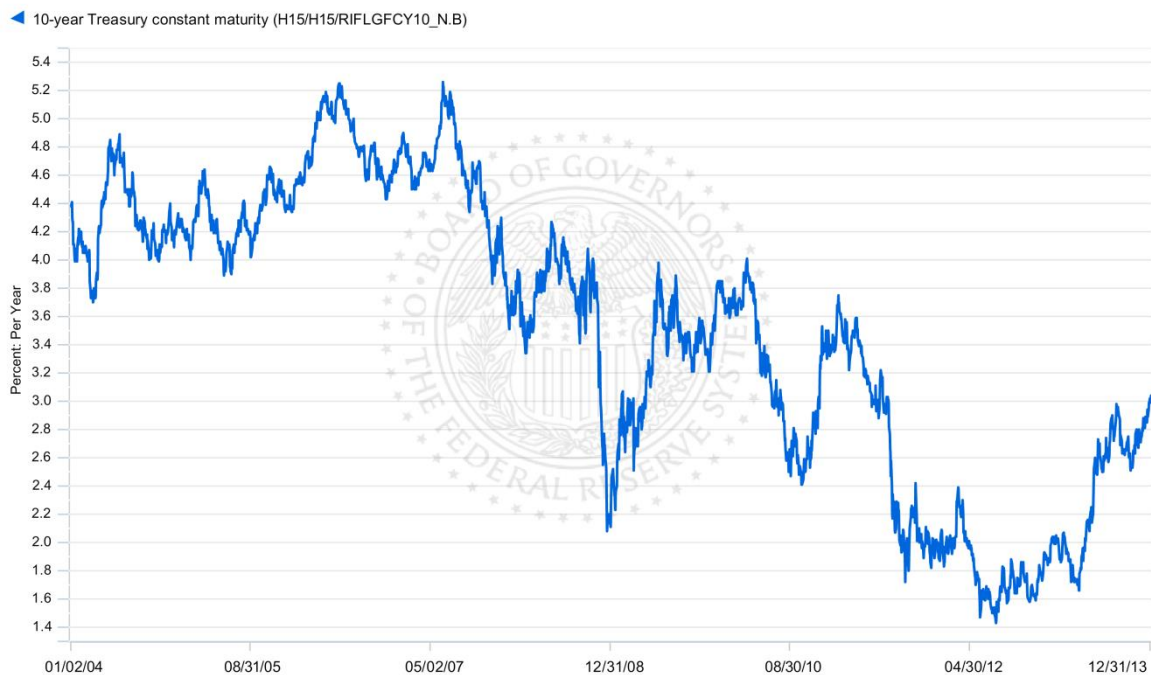
Le texte [\(30\)](#) résume les mesures de soutien financier prises par le gouvernement U.S. dans le cadre d'un programme appelé TARP (Troubled Asset Relief Program). Il a permis d'avancer plus de 400 milliards de dollars à l'industrie automobile (General Motors et Chrysler sauvés de la faillite, 340.000 emplois créés), recapitaliser des institutions financières et aider des particuliers à rembourser leurs prêts immobiliers.

Comme toutes ces aides étaient sous forme de prêts, le Trésor des Etats-Unis en a récupéré la quasi-totalité à ce jour, le coût total de ce sauvetage (39 milliards de dollars) ne dépassant pas 10 % du programme.

(En France aussi, le gouvernement a récupéré tout l'argent prêté aux banques lors de la crise et même fait un petit bénéfice ; non, le sauvetage des banques n'a rien coûté à nos contribuables !)

Mesures de relance monétaire

La banque centrale américaine (FED) a participé de manière indépendante à la politique de relance de l'économie. Elle a abaissé ses taux d'intérêts pour qu'un argent moins cher favorise les investissements publics ou privés. Sur le graphique ci-dessous (taux d'intérêt des obligations à 10 ans) on voit que ces taux ont baissé de mai 2007 à mai 2012, avant de remonter fin 2013 à 3 % (31).



Source: Federal Reserve Board 2014

Evolution des taux d'intérêt à 10 ans de début 2004 à fin 2013

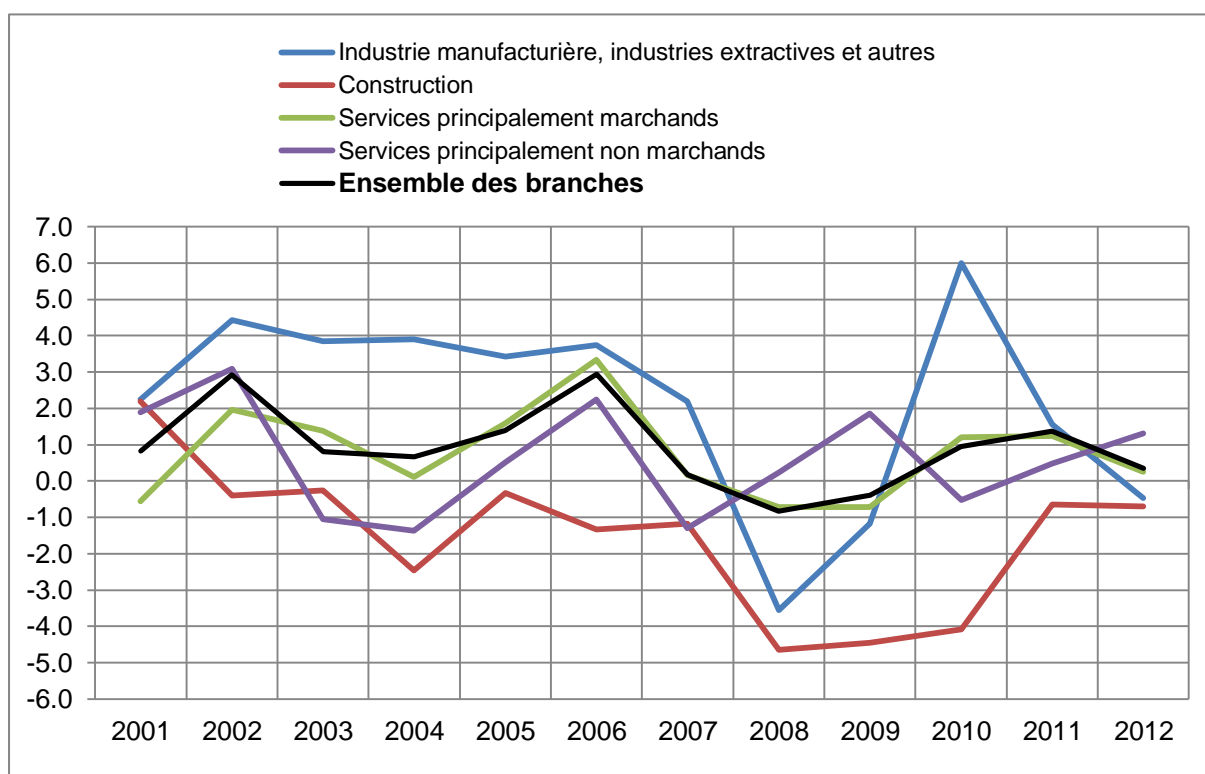
En plus de la baisse de ses taux d'intérêt et lorsque ces taux ont été proches de zéro, la FED a procédé à de nombreux achats d'obligations à long terme du gouvernement américain ou de certaines entreprises. Le programme d'achats correspondant, appelé LSAP (Large-Scale Asset Purchase) (31), a consisté à acheter, entre fin 2008 et début 2010 environ 1700 milliards de dollars d'obligations du trésor américain, de reconnaissances de dette et d'obligations adossées à des prêts immobiliers. Ces achats ont continué ensuite : 600 milliards de dollars de fin 2010 à mi-2011, etc. Pendant des mois, la FED a injecté ainsi, chaque mois, 85 milliards de dollars dans l'économie américaine, *opération de pure "planche à billets"*. Elle a ensuite baissé ses achats mensuels, prévoyant de les arrêter lorsque le taux de chômage serait descendu à 6,5 %.

Daniel MARTIN

11. Références

(1) INSEE - *Evolution de la productivité horaire du travail en France*

http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATTEF08147&page=graph - La productivité horaire du travail est le rapport de la richesse créée (valeur ajoutée, inflation déduite) au nombre d'heures travaillées : c'est un nombre d'euros par heure. Comme chaque année la productivité d'un pays croît, il peut produire plus avec le même nombre d'heures de travail, le même nombre de travailleurs. Pour créer de l'emploi dans un pays, son PIB doit donc croître au moins autant que sa productivité. De 2000 à 2012, la productivité dans l'industrie manufacturière française ou allemande a augmenté en moyenne de 2,2 % par an.



Évolution de la productivité horaire apparente du travail en France (%)

(2) INSEE - *Comptes nationaux trimestriels - Premiers résultats du 4e trimestre 2013* (14/02/2014)

<http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=26>

(3) Conférence de presse du Président François Hollande du 14/01/2014
Il y a affirmé que « l'offre crée même la demande ».

(4) INSEE - Trésorerie des entreprises de l'industrie (10/01/2014)

<http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=68&date=20140110>

(5) « Pacte de responsabilité » de François Hollande - *Les Echos* du 31/12/2013
<http://www.lesechos.fr/economie-politique/politique/actu/0203216573495-hollande-propose-un-Pacte-de-responsabilite-pour-l-emploi-640159.php>

(6) Définition du PIB (Produit intérieur brut) : c'est la somme des valeurs ajoutées brutes par l'activité des différents secteurs économiques (entreprises, ménages, banques, administrations, associations) plus les impôts qu'ils paient moins les subventions qu'ils reçoivent.

(7) INSEE : *Evolution en % du PIB en volume de 2001 à 2012*
http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=16&sous_theme=1

Banque de France : *Indicateurs conjoncturels France - (10/01/2014)*
https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/indicateurs-conjoncturels-10-01-2014.pdf

Selon le FMI, l'Union européenne, l'OCDE et l'INSEE, le PIB français en volume augmentera de 0,9 % à 1,0 % en 2014.

INSEE : *Emplois salariés trimestriels - Secteurs principalement marchands*
Variations en % du nombre d'emplois au 2^{ème} trimestre
<http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/bsweb/serie.asp?idbank=001577239>

(8) *La tribune* du 28/01/2014 - Article :
C'est raté, la courbe du chômage ne s'est pas inversée en 2013... mais elle a freiné !
<http://www.latribune.fr/actualites/economie/france/20140127trib000812044/c-est-rate-la-courbe-du-chomage-ne-s-est-pas-inversee-en-2013-mais-elle-a-freine.html>

(9) Banque centrale européenne - *Statistique de hausse des prix dans l'Union européenne et en France de 1996 à 2013*
<http://www.ecb.europa.eu/stats/prices/hicp/html/inflation.en.html>

(10) Rapport au Sénat du 25-02-2010 de M. Joël BOURDIN
L'économie française et les finances publiques à l'horizon 2030, un exercice de prospective - <http://www.senat.fr/rap/r09-335/r09-33513.html> - Extrait :

"Mais dans une perspective structurelle, dite parfois aussi « de long terme », les facteurs d'offre que sont la main d'œuvre disponible et la productivité de cette main d'œuvre, liée à l'intensité capitaliste et au progrès technique, apparaissent déterminants."

(11) *Le Monde* du 25/01/2014 - *Pour Moody's, la France doit encore faire ses preuves* - http://abonnes.lemonde.fr/economie/article/2014/01/25/pour-moody-s-la-france-doit-encore-faire-ses-preuves_4354389_3234.html?xtmc=moody_s&xtcr=7

(12) DARES (Ministère du travail) - 27/01/2014 - *Les chiffres des demandeurs d'emploi* - <http://www.emploi.gouv.fr/actualites/demandeurs-demploi-inscrits-a-pole-emploi-fin-decembre-2013>

(13) *Le Monde* - 29/01/2014 - Extraits d'articles :

- *Emploi : les patrons refusent de s'engager*

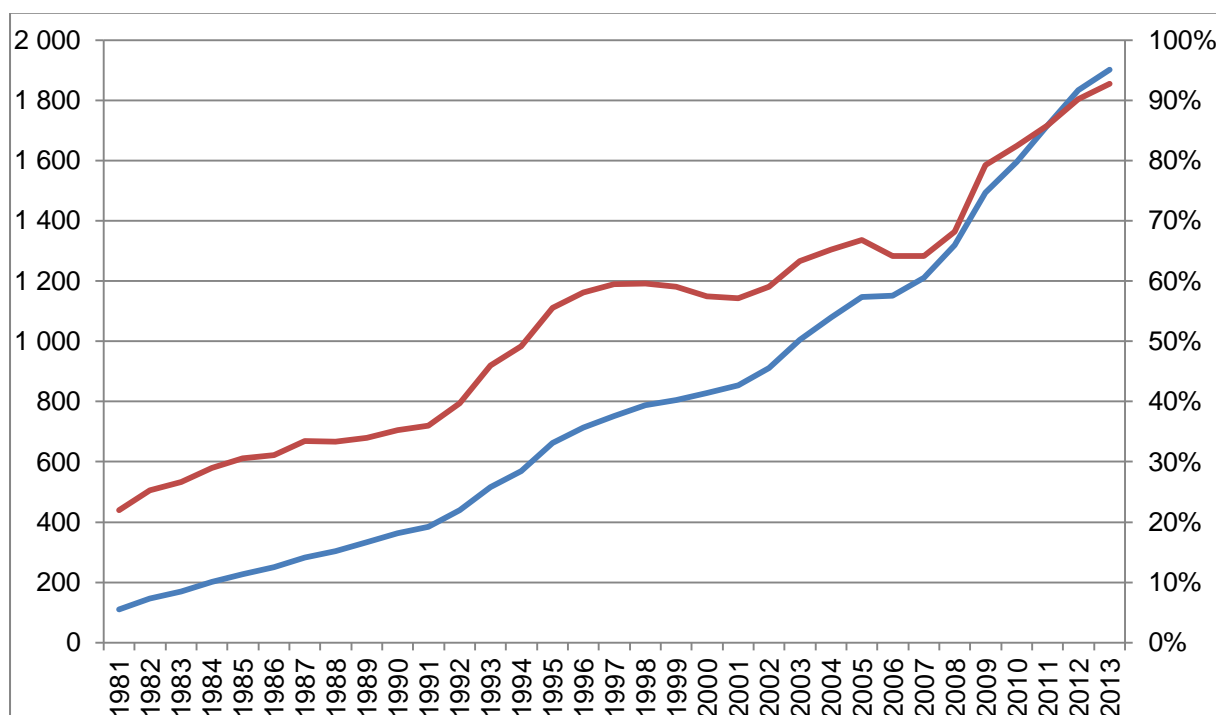
"Si Pierre Gattaz, le patron des patrons, a évoqué un « objectif » d'un million d'emplois, les chefs d'entreprise refusent d'avancer un chiffre. S'ils saluent la démarche de François Hollande, les patrons redoutent qu'elle ne soit pas suivie d'effet. Et qu'elle soit torpillée par d'autres décisions, comme l'a été, à leurs yeux, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi."

- « *Pacte Hollande* » : les patrons attendent de voir. Le gouvernement veut un donnant-donnant : un allègement de charges contre la création d'un million d'emplois

(14) *Le Monde* - 29/01/2014 page 6 - Article *Chômage : les raisons d'un échec*

(15) INSEE - Dette au sens de Maastricht des administrations publiques jusqu'au 3e trimestre 2013

http://www.insee.fr/fr/indicateurs/cnat_annu/base_2005/donnees/xls/t_3101.xls



Dette au sens de Maastricht des administrations publiques en Mds€ (axe de gauche) et points de PIB (axe de droite)

(16) EUROSTAT - 31/01/2014 - *Le taux d'inflation annuel de la zone euro en baisse à 0,7%*

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/2-31012014-BP/FR/2-31012014-BP-FR.PDF

(17) *Le Monde* - 07/02/2014 - Article : *Popularité : François Hollande décroche à gauche* - http://abonnes.lemonde.fr/politique/article/2014/02/07/popularite-francois-hollande-decroche-a-gauche_4362253_823448.html?xtmc=sondage_hollande&xtcr=2

(18) World Economic Forum - *The Global Competitiveness Index 2013–2014 rankings and 2012–2013 comparisons*

http://www3.weforum.org/docs/GCR2013-14/GCR_Rankings_2013-14.pdf

(19) CNUCED (Nations Unies) - *Rapport sur l'investissement dans le monde 2013*

http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/webdiaeia2014d1_en.pdf

L'investissement direct étranger en France a baissé de 77 % en 2013 par rapport à 2012 à 5,7 milliards de dollars, alors qu'ils augmentaient de 25 % dans le reste de l'Europe.

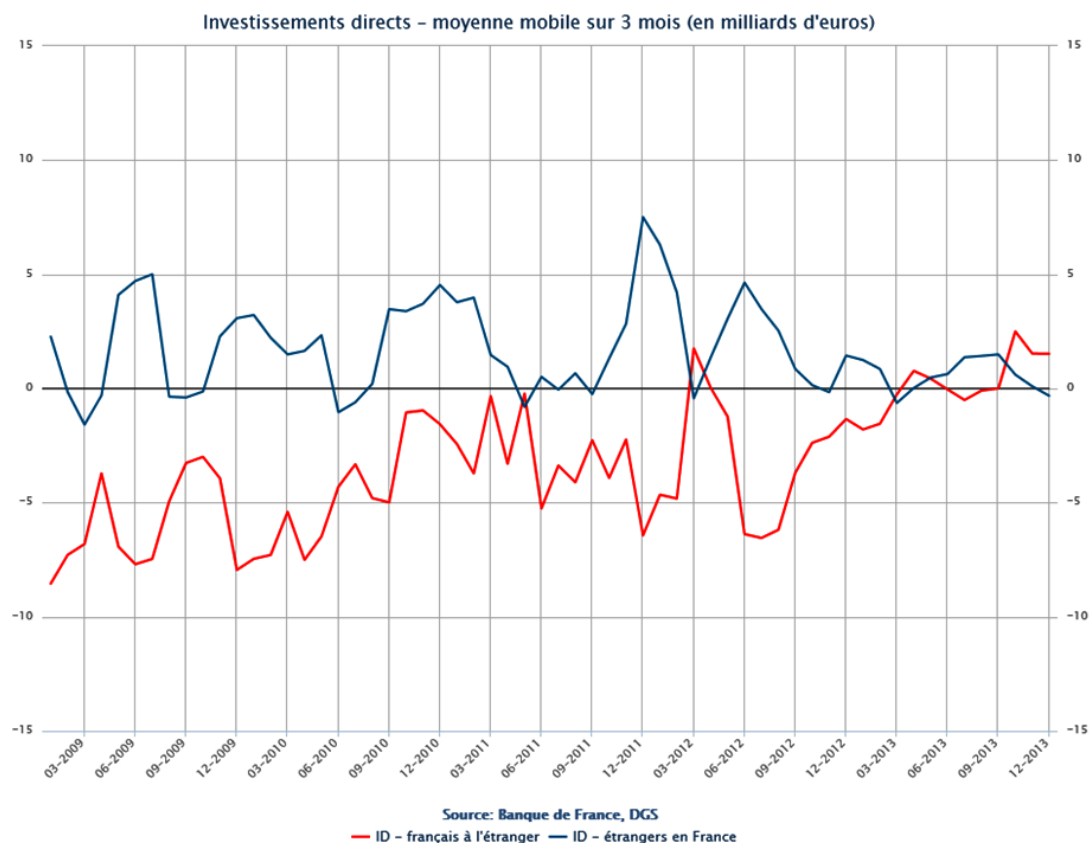
Banque de France - *Investissements français à l'étranger et étrangers en France*

<https://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/stats-info/detail/balance-des-paiements-de-la-france.html>

Le graphique ci-dessous montre l'effondrement des investissements directs étrangers en France en 2013 : les investisseurs étrangers ne croient plus guère à l'avenir économique de la France. Les investisseurs français, par contre, investissent de plus en plus à l'étranger, où ils espèrent gagner davantage.

(20) Chambre des comptes - *La situation d'ensemble des finances publiques (à fin janvier 2014)*

http://www.ccomptes.fr/content/download/64915/1553276/version/1/file/1_situation_fi_nances_publicques_Tome_I.pdf



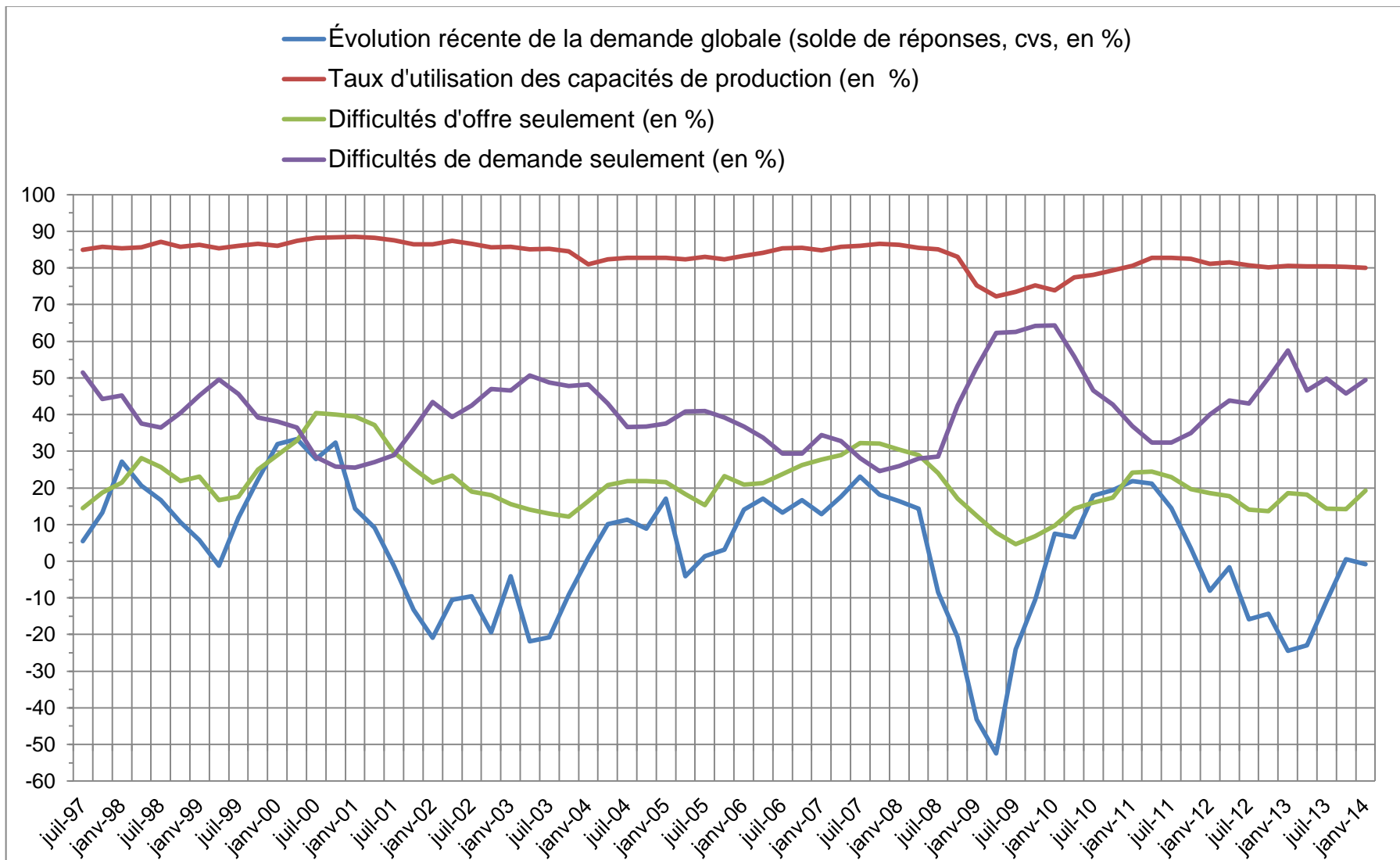
**Evolution des investissements français à l'étranger et étrangers en France
(en dessous de zéro il y a désinvestissement)**

(21) INSEE : *Enquête trimestrielle de conjoncture dans l'industrie – Janvier 2014*
http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind12/20140123/ETI_NAF2_201401.pdf

http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind12/20140123/IRIndustrie_trim_series_longues.xls

L'INSEE fait régulièrement des enquêtes de conjoncture : elle interroge des responsables d'entreprises sur leur situation du moment. Le graphique suivant montre :

- A. Evolution de la demande globale (commandes reçues dans l'industrie manufacturière) : depuis janvier 2012 la demande a baissé constamment. L'industrie française manque donc cruellement de commandes depuis 2 ans !
- B. Le taux d'utilisation des capacités de production a baissé depuis début 2009, passant d'une moyenne de 85 % environ à 80 %, d'où une baisse de rentabilité de l'appareil productif. Ainsi, par exemple, en dessous d'une charge de l'ordre de 70 % une usine de production automobile n'est plus rentable : elle perd constamment de l'argent, *il faut la fermer et licencier*.
- C. Le pourcentage d'entreprises déclarant des difficultés d'offre est stable à environ 20 %: une entreprise sur 5 a du mal à satisfaire ses commandes, par exemple parce qu'elle ne trouve pas le personnel qualifié nécessaire.
- D. Le pourcentage d'entreprises qui manquent de commandes (problème de demande) est passé d'environ 29 %, mi-98, à environ 50 % début 2014: *la France a bien besoin d'une politique stimulant la demande !*



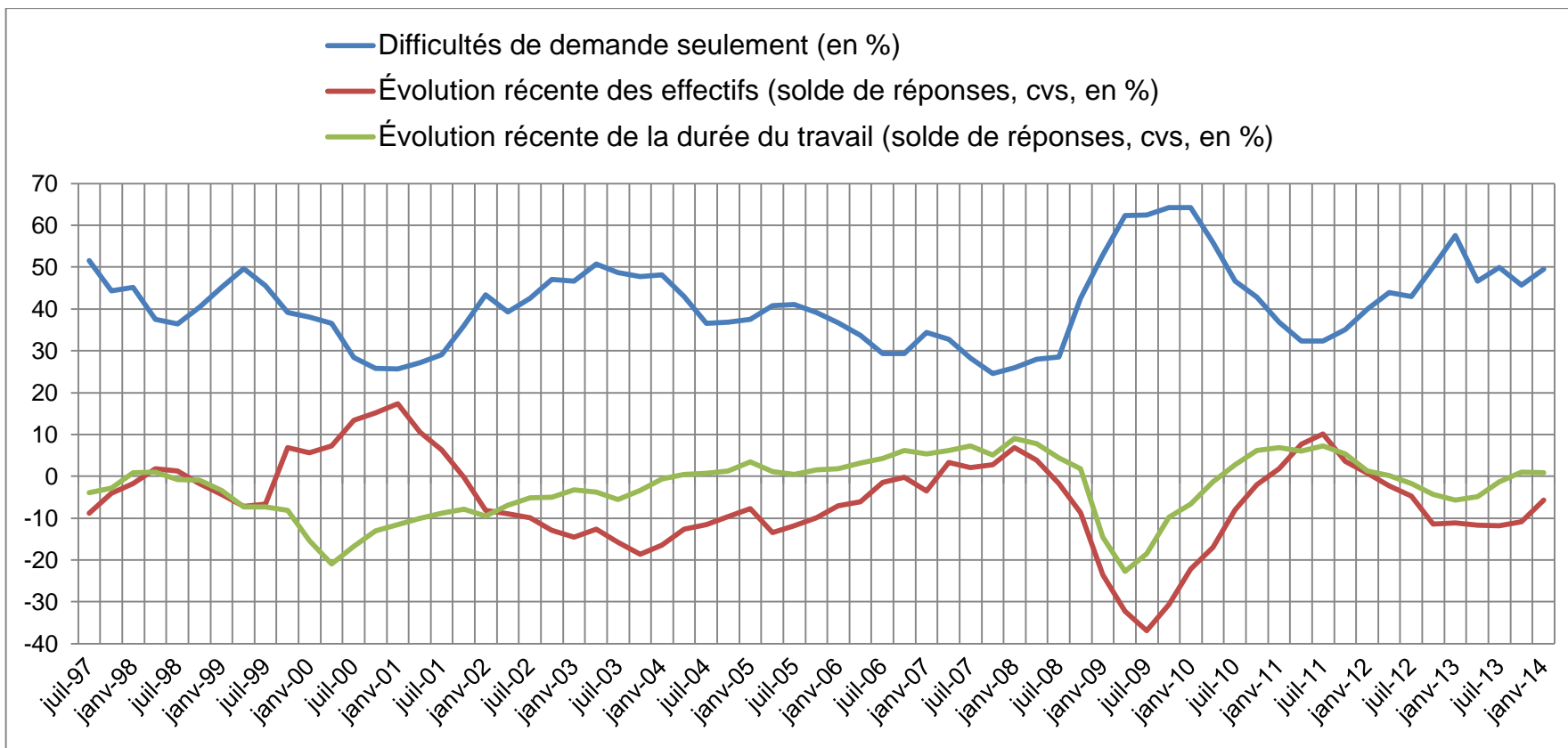
Enquête trimestrielle de conjoncture dans l'industrie de janvier 2014 - Graphique 1

(22) INSEE : *Enquête trimestrielle de conjoncture dans l'industrie – Janvier 2014*

http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind12/20140123/ETI_NAF2_201401.pdf

http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind12/20140123/IRIndustrie_trim_series_longues.xls

On voit dans le graphique ci-dessous que plus il est difficile d'avoir des commandes, plus les effectifs et de la durée du travail baissent. Depuis janvier 2012, l'industrie détruit constamment des emplois parce que la difficulté d'avoir des commandes croît.



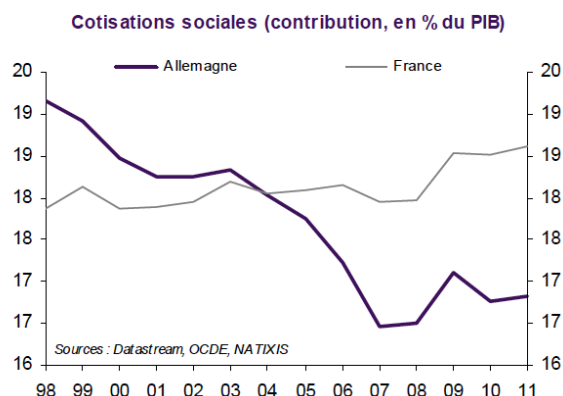
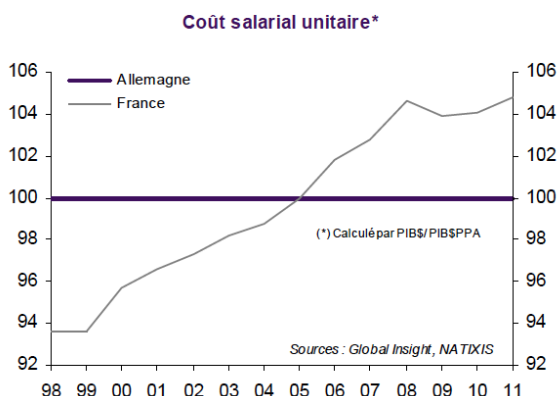
Enquête trimestrielle de conjoncture dans l'industrie de Janvier 2014 - Graphique 2

(23) Compétitivité-coûts : comparaison France-Allemagne - *Flash économie Natixis* - 02/05/2012

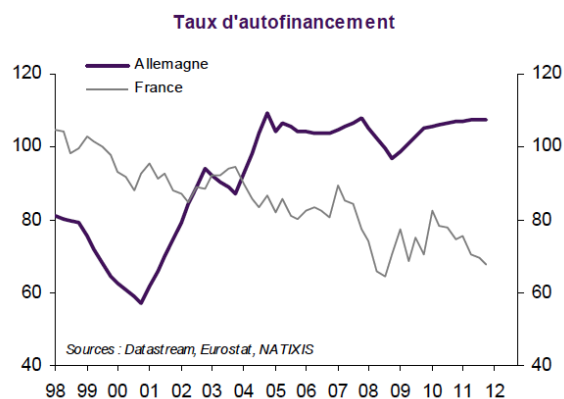
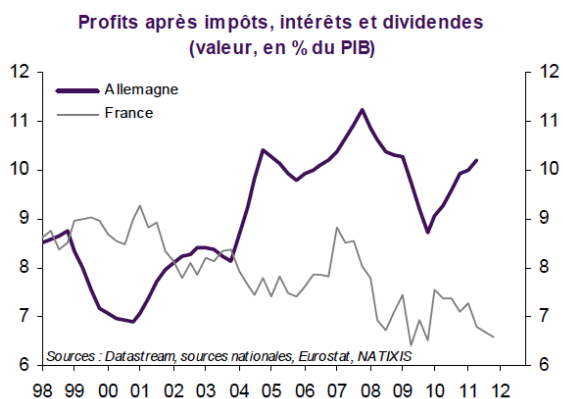
<http://cib.natixis.com/flushdoc.aspx?id=63801>

Dans ce document du très respecté économiste Patrick Artus, de Natixis, on trouve deux pistes pour une [politique économique de l'offre](#) :

- *Baisser le coût du travail*, qui a évolué dans le mauvais sens par rapport à celui de l'Allemagne (deux graphiques suivants). Il s'agit de redonner des marges bénéficiaires investissables aux entreprises françaises, pour les rendre plus compétitives.



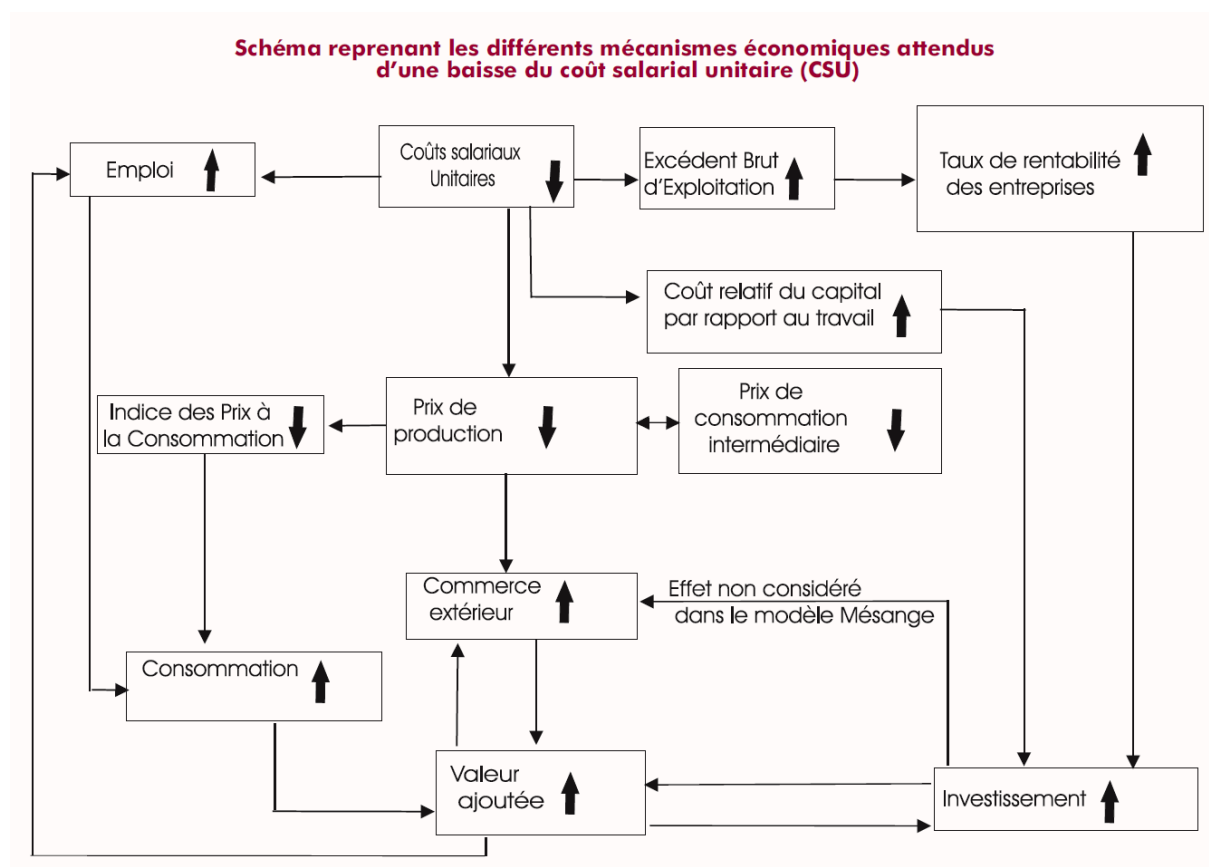
- *Aider les entreprises françaises à investir davantage* malgré la faiblesse de leurs marges et de leurs taux d'autofinancement (deux graphiques suivants).



(24) Conseil d'analyse économique (CAE) - *L'euro dans la « guerre des monnaies »* - janvier 2014 - <http://www.cae-eco.fr/IMG/pdf/cae-note011-2.pdf> - Page 8:

« Une dépréciation de l'euro de 10 % augmente les exportations françaises en valeur d'environ 6 %. »

(25) INSEE - *Note de conjoncture, décembre 2013 - Reprise poussive - Conjoncture française* - Page 76 - <http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?id=2797> et http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=17&sous_theme=3&page=note.htm
 Cette étude comprend un modèle économique appelé "Mésange" (graphique ci-dessous), qui prend en compte de nombreux mécanismes qui interagissent pour décrire ce qui se passe dans l'économie française lorsqu'on baisse les coûts salariaux, par exemple lors d'une baisse des charges des entreprises. De taille moyenne, Mésange comprend environ 500 équations.



Mécanismes économiques lors d'une baisse des coûts salariaux unitaires
 Les flèches verticales indiquent une croissance ↑ ou une décroissance ↓

Le coût salarial est dit *unitaire* lorsqu'il correspond à une unité de valeur ajoutée produite. Les coûts salariaux incluent les salaires bruts versés par l'employeur augmentés des charges patronales.

(26) INSEE - *Note de conjoncture, décembre 2013 - Reprise poussive - Conjoncture française* - Pages 75-76
http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=17&sous_theme=3&page=note.htm

(27) INSEE - *Taux de marge et taux d'investissement des sociétés non financières* :
http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATTEF08117 et
http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=16&sous_theme=8

On trouve dans (28) page 9 la définition suivante de la marge :

« La marge est l'indicateur du potentiel de croissance de l'entreprise, l'indicateur de sa capacité d'innovation, d'investissement, d'exportation, d'embauche, de formation des hommes et des femmes... »

De 2007 à 3T2013, le taux de marge des sociétés non financières françaises est passé de 31,7 % à 27,7 %, soit une baisse de 4 % en valeur absolue qui représente $4/31,7 = 13$ % de perte de marge : c'est considérable.

(28) MEDEF - *Pacte de responsabilité - Les 25 engagements du MEDEF*

http://www.medef.com/fileadmin/www.medef.fr/documents/Pacte_de_confiance/25-engagement-Pacte-de-Responsabilite.pdf

(29) *THE ECONOMIC IMPACT OF THE AMERICAN RECOVERY AND REINVESTMENT ACT - FIVE YEARS LATER - FINAL REPORT TO CONGRESS - FEBRUARY 2014*

http://www.whitehouse.gov/sites/default/files/docs/cea_arra_report.pdf

(30) U.S. DEPARTMENT OF THE TREASURY (Ministère des finances des Etats-Unis) - *About TARP - TARP 5 YEAR UPDATE - 2008-2013*

<http://www.treasury.gov/initiatives/financial-stability/about-tarp/Pages/default.aspx>

(31) Federal Reserve Board - *H.15 Selected Interest Rates - Feb. 25, 2014*

<http://www.federalreserve.gov/datadownload/Chart.aspx?rel=H15&series=bc44e57fb57efbe90002369321bfb3f&lastObs=&from=01/01/2004&to=01/01/2014&filetype=sdmx&label=include&layout=seriesrow&pp=Download>

Programme *Large-scale asset purchase*

http://www.federalreserve.gov/monetarypolicy/mpr_20130226_part2.htm#xsubsection-153-ae2ccdd

[Retour page d'accueil](#)